

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SERVICES DU CONTRÔLE SUPERIEUR
DE L'ETAT

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

SUPREME STATE AUDIT OFFICE

SERVICES DU CONTRÔLE SUPERIEUR DE L'ETAT

C.I.P.M

COMMISSION INTERNE DE
PASSATION DES MARCHES

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (EN PROCEDURE D'URGENCE)
N° 005...../AONR/PR/CONSUPE/SG/DAG/CIPM/2026 DU 1.7.2026 POUR LES TRAVAUX
DE CONCEPTION ET DE DEVELOPPEMENT DU SITE INTERNET ET LA MISE EN PLACE
D'UNE MESSAGERIE PROFESSIONNELLE DES SERVICES DU CONTROLE SUPERIEUR DE
L'ETAT

FINANCEMENT : BIP CONSUPE/EXERCICE 2026

IMPUTATION : 60 11 142 1 220000001 60 521311

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

JUIN 2026

SOMMAIRE

PIECE N°0 : LETTRE D'INVITATION A SOUMISSIONNER.....	Erreur ! Signet non défini.
PIECE N°1 : AVIS D'APPEL D'OFFRES	3
PIECE N°2 : REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)	17
PIECE N°3 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)	40
PIECE N°4 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP).....	53
PIECE N°5 : TERMES DE REFERENCE	69
PIECE N°6 : PROPOSITION TECHNIQUE (LETTRES ET TABLEAUX TYPES)	74
PIECE N°7 : PROPOSITION FINANCIERE (LETTRES ET TABLEAUX TYPES).....	85
PIECE N°8 : MODELE DE MARCHÉ	92
PIECE N°9: MODELES DES PIECES A UTILISER PAR LES SOUMISSIONNAIRES.....	97
PIECE N°10 : CHARTE D'INTEGRITE	103
PIECE N°11 : CHARTE ENGAGEMENT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL.....	106
PIECE N°12 : VISA DE MATURITE OU JUSTIFICATIFS DES ETUDES PREALABLES	108
PIECE N°13 : LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS AUTORISES A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS..	110
PIECE N°14 : PROCEDURE DE SOUMISSION EN LIGNE.....	112



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SERVICES DU CONTRÔLE SUPERIEUR
DE L'ETAT

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

SUPREME STATE AUDIT OFFICE

SERVICES DU CONTRÔLE SUPERIEUR DE L'ETAT

C.I.P.M.

COMMISSION INTERNE DE
PASSATION DES MARCHES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (EN PROCEDURE D'URGENCE)
N° 005...../AONR/PR/CONSUPE/SG/DAG/CIPM/2026 DU 7 JUL 2026 POUR LES TRAVAUX
DE CONCEPTION ET DE DEVELOPPEMENT DU SITE INTERNET ET LA MISE EN PLACE
D'UNE MESSAGERIE PROFESSIONNELLE DES SERVICES DU CONTROLE SUPERIEUR DE
L'ETAT

FINANCEMENT : BIP-CONSUPE/EXERCICE 2026

IMPUTATION : 60 11 142 1 22000001 60 521311

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

PIECE N°1 : AVIS D'APPEL D'OFFRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

SERVICES DU CONTRÔLE SUPERIEUR
DE L'ETAT

SUPREME STATE AUDIT OFFICE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT (EN PROCEDURE D'URGENCE)
N°.....005...../AONR/PR/CONSUPE/SG/DAG/CIPM/2026 DU ...1.7...JUL...2026 POUR LES TRAVAUX DE
CONCEPTION ET DE DEVELOPPEMENT DU SITE INTERNET ET LA MISE EN PLACE D'UNE MESSAGERIE
PROFESSIONNELLE DES SERVICES DU CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT (CONSUPE)

1- Objet

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail du personnel de son Institution, le Ministre Délégué à la Présidence de la République, Chargé du Contrôle Supérieur de l'Etat, en sa qualité de Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Restreint, pour les travaux de conception et de développement du site internet et la mise en place d'une messagerie professionnelle des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat.

2- Consistance de la prestation

Les prestations objet du présent Appel d'Offres visent à doter les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat d'un Site Web et d'une messagerie Professionnelle.

De façon spécifique, le consultant retenu devra :

- réaliser une étude diagnostique afin de recueillir les besoins et exigences ;
- faire une analyse et concevoir l'architecture et le design du futur site internet ;
- développer le site web ;
- effectuer les tests (unitaire, intégration, déploiement, globale et sécurité) ;
- doter et payer (pour une période de 2 ans) le CCONSUPE d'un nom de domaine selon la réglementation en vigueur ;
- procéder à l'hébergement et services connexes, y compris les certificats pour deux (02) ans, selon la réglementation en vigueur ;
- acquérir déployer et configurer la solution d'adresse professionnelle chez l'hébergeur ;
- former les rédacteurs (CELCOM, CELTIQUE) des contenus et procéder à la mise à jour des informations disponibles ;
- former les administrateurs (CELTIQUE) et procéder au transfert de compétence ;
- produire tous les rapports de conception et les manuels d'utilisateur et d'administration.

3- Tranches/Allotissement

Les prestations, objet du présent appel d'offres, sont organisées en un (01) lot unique.

4- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de vingt millions (20 000 000) FCFA.

TTC.

5- Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution est de trois (03) mois à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations. Ce délai comprend le temps nécessaire au Maître d'Ouvrage pour apprécier les différents rapports qui seront soumis à son évaluation dans le cadre de ce marché.

6- Participation et origine

Le présent Appel d'Offres est restreint à la liste des candidats préqualifiés ci-après :

N°	Noms des entreprises (ou groupement d'entreprises) pré-qualifiées
1.	KIAMA S.A Tel : 222 209 043 / 697 812 515-BP : 15709 Yaoundé
2.	Cabinet d'Etude DLD Tel : 677 704 661 / 699 297 241-BP : 30150 Yaoundé
3.	SINARES Tel : 678 080 502 / 695 549 714-BP : 15052 Yaoundé

7- Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE), exercice 2026, imputation 60 11 142 1 22000001 60 521311.

8- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *la soumission en ligne*.

9- Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission, acquittée à la main délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO et dont le montant s'élève à deux cent mille (200 000) Francs CFA valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres. Cette caution doit être timbrée et accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignations (CDEC). L'absence de la caution de soumission entraînera le rejet pur et simple de l'offre. De plus, une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. Enfin, la caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté dans les Services du Contrôle Supérieur de l'État / Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics, porte 116 du Bâtiment « C », Téléphone : 222 22 01 98

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ainsi que sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11- Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier peut être retirée aux heures ouvrables, dans les Services du Contrôle Supérieur de l'État / Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics, porte 116 du Bâtiment « C », Téléphone : 222 22 01 98, sur présentation de l'original d'une quittance de quarante-mille (40 000) francs CFA non remboursable, payable uniquement au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12- Remise des offres

a) Mode de soumission en ligne

Les offres sont établies en français ou en anglais.

Les offres devront être transmises par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **18 AOUT 2026** à 14 heures.

Dans le même délai que ci-dessus, une copie de sauvegarde des offres enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », ainsi que la version physique de la caution de soumission accompagnée du récépissé délivré par la CDEC. Le pli devra être déposé sur décharge et portera la mention :

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

b) Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme COLEPS et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13- Procédure de soumission en ligne

Pour soumissionner en ligne, le prestataire doit suivre les quatre étapes ci-après :

Étape 1 : Enregistrement de l'Entreprise dans la plateforme COLEPS

- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou <https://www.publicscontrats.cm> ;

- Aller dans l'onglet « Enregistrement des soumissionnaires » et renseigner minutieusement le formulaire de demande ;

- Imprimer le formulaire de demande renseigné et généré par le système ;

- Faire signer le formulaire de demande par le Chef de Structure et y apposer le cachet de l'entreprise ;

- Déposer le formulaire dûment renseigné et formalisé au MINMAP accompagné des pièces suivantes :

i) Photocopie d'une Attestation de Non Faillite (datant de moins de 3 mois) ;

ii) Photocopie du Registre de Commerce ;

iii) Photocopie de la Domiciliation Bancaire ;

iv) Photocopie de l'Attestation de Conformité Fiscale (datant de moins de 3 mois).

Étape 2 : Acquisition du Certificat Électronique

- Retirer le formulaire de Demande de Certificat disponible au MINMAP ou le télécharger sur le site de l'ANTIC à l'adresse <http://www.camgovca.cm> dans la rubrique « Demande de Certificats (Entreprise) » ;

- Remplir le formulaire et le déposer au MINMAP accompagné des pièces suivantes :

i) Reçu de paiement des frais d'acquisition de Certificat Électronique d'un montant de 100.000 FCFA à verser dans le compte de l'ANTIC auprès de SCB Cameroun sous le numéro 10002 00031 12493593150 94 ;

ii) Une Photocopie de la CNl du demandeur du certificat.

- S'enrôler auprès de l'opérateur MINMAP et récupérer le récépissé de demande de Certificat ;

- Se connecter à l'adresse <http://www.camgovca.cm/fr/operations-certificats.html> et télécharger dans un support amovible (vierge) le Certificat Électronique à partir des informations (Numéro de référence et Code d'autorisation) contenues dans le récépissé (Bien conserver le mot de passe pour les connexions à COLEPS).

Étape 3 : Enregistrement du Certificat Électronique dans COLEPS

- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou <https://www.publicscontrats.cm> ;

- Aller dans l'onglet « Enregistrement des soumissionnaires », puis la rubrique « Enregistrement nouveau / Certificat supplémentaire » ;

- identifier l'entreprise à partir du numéro de Registre de Commerce, puis ajouter le Certificat après avoir minutieusement renseigné le formulaire.

Étape 4 : Soumission en ligne

- Se connecter à la plateforme avec son certificat ;

- identifier l'appel d'offre qui vous intéresse et cliquer sur le numéro de cet avis d'appel d'offre pour afficher les détails ; - cliquer ensuite sur le bouton soumissionner et renseigner le formulaire qui apparaît en chargeant vos offres (administrative, technique et financière) aux emplacements correspondant. Bien vouloir respecter la taille des fichiers (5 Mo pour l'offre administrative, 15 Mo pour l'offre technique et 5 Mo pour l'offre financière). Des logiciels de compressions peuvent être utilisés ;

- cliquer sur le bouton envoyer pour terminer la procédure.

Pour toute assistance technique, bien vouloir contacter les services compétents du MINMAP aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669, ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

NB : la validité du certificat est de un (01) an.

14- Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des dossiers différents.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission en ligne ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission non timbrée, non accompagnée du récépissé de la CDEC ou n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. En plus, la caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

15- Ouverture des offres

Elle se fera en deux temps ainsi qu'il suit :

- L'ouverture des dossiers administratifs et des offres techniques aura lieu le **18 AOÛT 2026** à partir de 15 heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du CONSUPE ;
- A l'issue de l'analyse des dossiers administratifs et des offres techniques, l'ouverture des offres financières sera réalisée dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires ayant eu la capacité juridique requise et ayant obtenu une note technique supérieure ou égale à 70 points sur 100 (70%).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix ayant une parfaite connaissance de leur offre.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

16- Critères d'évaluation

16.1 – Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires ci-après sont valables autant pour l'évaluation du dossier administratif que pour l'évaluation des offres techniques et financières.

Il s'agit de :

1. l'absence de la caution de soumission, timbrée et accompagnée du récépissé de la CDEC, à l'ouverture des plis, d'un montant de deux cent mille (200 000) Francs CFA ;

2. la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis (excepté la caution de soumission);
3. fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
4. la présence dans l'offre technique des informations relatives à la proposition financière ;
5. non-respect du profil du Chef de Mission (avoir une note inférieure à 6/7 pour le chef de mission)
6. l'obtention d'une note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
7. non-respect du format de fichier des offres ;
8. l'absence de capacité financière d'un montant de six millions (6 000 000) F CFA
9. l'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
10. l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
11. l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU et le DQE) ;
12. l'absence des preuves d'acceptation des conditions du DAO ;
13. l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
14. l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée

16.2- Les critères essentiels

N°	CRITERE	NOTE (en points)
1	Solvabilité financière du Soumissionnaire	/5
2	Références du Soumissionnaire	/27
3	Compréhension des Termes de Références	/5
4	Méthodologie et planning d'exécution de la mission	/20
5	Expérience et qualification du personnel clé affecté à la mission	/35
6	Matériels et équipements	/5
7	Présentation générale de l'offre	/3

Seules les Offres techniques conformes à tous les quatorze (14) critères éliminatoires et ayant satisfait à au 70% des critères essentiels, seront classées techniquement « conformes » et soumises à l'analyse financière.

17- Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont la note finale est celle la plus élevée.

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection qualité-coût, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

La note finale N sera calculée par la combinaison pondérée des notes techniques et financières suivant la formule ci-après :

$$N = \frac{80 \times \text{Note technique (Nt)} + 20 \times \text{Note financière (Nf)}}{100}$$

La note financière (Nf) est obtenue de la façon suivante :

Soit Fm le montant de la proposition la moins disante, sa note financière sera prise égale à 100 points. Les notes des autres soumissionnaires calculées à partir de la note financière de la proposition la moins disante sera obtenue par la formule : $Nf = (100 \times Fm) / F$.

Fm = le montant de la proposition la moins disante.

F = le montant de la proposition considérée.

Le soumissionnaire ayant la note finale la plus élevée sera déclaré adjudicataire du marché par le Maître d'Ouvrage.

18- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

19- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès des Services du Contrôle Supérieur de l'État / Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics, porte 116 du Bâtiment « C », Téléphone : 222 22 01 98.

20- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la Cellule de lutte contre la corruption du CONSUPE au numéro : 222 23 41 88, ou appeler le numéro vert MINMAP : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, ou celui de la CONAC : (+237) 222 203 730/658 262 682.

Yaoundé, le 1...7...JUIL...2026.

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA
PRESIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE CHARGE
DU CONTRÔLE SUPÉRIEUR DE L'ÉTAT

-MAITRE D'OUVRAGE-



Madeleine MBAH ACHA
Rose FOMUNDAM

Ampliations :

- MINMAP (ATI) ;
- A.R.M.P. (Pour publication et exploitation) ;
- Président C.P.M./CONSUPE (ATI) ;
- Affichage (ATI) ;
- D.A.G. / S.D.B.M.M. / S.M.P (Pour archivage) ;
- Chrono / Archives.

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (UNDER EMERGENCY PROCEDURE)
No. 005...../AONO/PR/CONSUPE/SG/DAG/CIPM/2026 OF 1..7...JUL...2026 FOR THE DESIGN AND
DEVELOPMENT OF THE WEBSITE AND THE IMPLEMENTATION OF A PROFESSIONAL EMAIL SYSTEM FOR
THE SUPREME STATE AUDIT OFFICE (CONSUPE)

1- Subject

In order to improve the working conditions of her staff, the Minister Delegate at the Presidency of the Republic in charge of the Supreme State Audit Office, in his capacity as Contracting Authority, is launching a National Invitation to Tender for the development of the website and the implementation of a professional email system for the Supreme State Audit Office

2- Scope of the Works

The services covered by this invitation to tender are intended to provide the Supreme State Audit Office with a website and a professional email system

Specifically, the selected consultant must:

- Conduct a diagnostic study to identify needs and requirements
- Analyze and design the architecture and layout of the future website
- Develop the website
- Conduct testing (unit, integration, deployment, end-to-end, and security)
- Provide and pay for (for a period of 2 years) a domain name for CONSUPE in accordance with applicable regulations
- Provide hosting and related services, including certificates for two (02) years, in accordance with applicable regulations
- Acquire, deploy, and configure the business email solution with the hosting provider
- Train content editors (CELCOM, CELTIQUE) and transfer knowledge and skills
- Train administrators (CELTIQUE) and transfer knowledge and skills
- Produce all design reports and user and administrative manuals

3- Allotment

The services covered by this consultation are divided into a single lot

4- Estimated Cost

The provisional cost of the services at the end of the preliminary studies is estimated at twenty million (20,000,000) FCFA including VAT Taxes Included

5- Execution Deadline

The maximum delivery period provided by the Project Owner shall be two (03) months from the date of notification of the administrative order to start the delivery. This deadline includes the time required for the contracting authority to review the various reports that will be submitted for its evaluation under this contract

6- Participation and origin

This request for proposals is limited to the list of pre-qualified candidates below

No	Names of pre-qualified companies (or consortia)
1.	KIAMA S.A Tel.: 222,209,043- 697,812,515-BP: 15709 Yaounde
2.	DLD consulting firm Tel.: 677,704,661- 699,297,241-BP: 30150 Yaounde
3.	SINARES Tel.: 678,080,502- 695,549,714-BP: 15052 Yaounde

7- Funding

The articles under this Invitation to Tender shall be financed by the Public Investment Budget of the Supreme State Audit Office (CONSUPE) for the financial year 2026, under budgetary charge 60 11 142 1 22000001 60 521311.

8- Submission Method

The mode of submission chosen for this invitation to tender is on-line

9- Provisional Bid Bond

Each bidder must include with their administrative documents a bid bond, hand-signed and issued by a financial institution or entity authorized by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, as listed in Exhibit 13 of the Tender Documents, worth two hundred thousand (200,000) CFA francs, valid for 30 days beyond the bid validity period. This security deposit must be stamped and accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC). The absence of a provisional bid bond will automatically lead to the rejection of the tender. A bid bond produced but having no connection with the constitution concerned is considered to be absent. Finally, A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10- Consultation of Tender File:

The tender hard copy file may be consulted at the Supreme State Audit Office/Department of General Affairs/Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance/Procurement Service, Tenders' Bureau, Room 116 Block C, Telephone: 222 22 01 98.

This file may also be downloaded free of charge on the website of the Public Contracts Regulatory Agency or at the Cameroon On-Line E-procurement System, abbreviated as 'COLEPS' and on these various websites; <http://www.publiccontracts.cm> and <http://www.marchespublics.cm>

11- Acquisition of Tender Documents:

The tender hard copy file may be consulted at the Supreme State Audit Office/Department of General Affairs/Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance/Procurement Service, Tenders' Bureau, Room 116 Block C, Telephone: 222 22 01 98, upon presentation of the original copy of a non-refundable receipt of forty thousand (40,000) CFA francs, payable only to the Treasury.

The open invitation to tender is also available as a free download on the COLEPS platform, accessible via the links provided below for the electronic version. However, on-line submission is subject to the payment of the tender purchase fee.

12- Submission of Tenders

a) On-line bidding procedure

Bids are prepared in French or English

They must be submitted by the bidder on the COLEPS platform latest At 2 p.m.

Within the same time-frame as above, a backup copy of the bids saved on a USB drive or CD/DVD must be submitted in a sealed envelope clearly marked 'backup copy', along with the physical copy of the bid bond accompanied

18 AUG 2026

by the receipt issued by the CDEC The bid bond must be delivered to the drop-off point and must bear the following notation:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER (UNDER EMERGENCY PROCEDURE)
No. 005...../AONO/PR/CONSUPE/SG/DAG/CIPM/2026 OF 1.7 JUL 2026 FOR THE DESIGN AND
DEVELOPMENT OF THE WEBSITE AND THE IMPLEMENTATION OF A PROFESSIONAL EMAIL SYSTEM FOR
THE SUPREME STATE AUDIT OFFICE

"TO BE OPENED ONLY AT THE TENDER EVALUATION SESSION"

b) 11.

File size and format

For on-line submissions, maximum document sizes through the platform should be as follows:

05 Mo for Administrative Documents
15Mo for the Technical offer;
5Mo for the Financial offer;

The following formats are accepted:

PDF formats for text documents
JPEG for images

Bidders must use compression software to reduce the size of their files

13- Online bidding procedure

Online bidding shall follow the four steps described below:

Step 1: Registration of the Company on the COLEPS platform

Log on to COLEPS at <https://www.marchespublics.cm> or <https://www.publicscontratcs.cm>

Go to the Tenderer Registration tab and complete the application form in detail

Print the completed application form generated by the system;

Have the application form signed by the Head of the Organization and stamped with the company's seal

Submit the duly completed and formalized form to MINMAP along with the following documents

Photocopy of an attestation of Non-Bankruptcy less than 3 months old

Photocopy of the Trade Register;

Photocopy of the Banking Domiciliation

Photocopy of the Tax Compliance Certificate (less than 3 months old)

Step 2: Acquisition of the Electronic Certificate

Collect the Certificate Application form available from MINMAP or download it from the ANTIC website at <http://www.camgovca.cm> under the heading 'Certificate Application (Company)';

Complete the form and submit it to MINMAP together with the following documents:

Receipt for payment of the Electronic Certificate acquisition fees worth 100,000 FCFA to be paid into the ANTIC account at SCB Cameroun under number 10002 00031 12493593150 94

A photocopy of the NIC of the certificate applicant

Register with the MINMAP operator and collect the certificate application receipt

Log on to the address <http://www.camgovca.cm/fr/operations-certificates.html> and download the Electronic Certificate onto a removable medium (blank) using the information (reference number and authorization code) contained in the receipt (remember to keep the password for connections to COLEPS)

Step 3: Registering the Electronic Certificate in COLEPS

Log on to COLEPS at <https://www.marchespublics.cm> or <https://www.publicscontratcs.cm>;

Go to the 'Tenderer Registration' tab, then the 'New Registration/ Additional Certificate' section'

Identify the company using its Trade Register number, then add the certificate after filling in the form carefully

Step 4: Online Bid Request

Connect to the platform using your certificate;

Identify the invitation to tender that interests you then click on the number of this invitation to tender to display the details; - then click on the submit button and fill in the form that appears, uploading your offers (administrative, technical and financial) in the corresponding places Please respect the file size (5Mo for the administrative offer, 15 Mo for the technical offer and 5Mo for the financial offer) Compression software can be used

Click on the send button to complete the procedure.
For any technical assistance, please contact the relevant MINMAP departments on (+237) 222 238 155/222 235 669, or write to the email address dsi@minmap.cm.
NB : the validity of the certificate is one year

14- Admissibility of Bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be contained in different files

The project owner will not accept

- Bids bearing indications of the identity of the tenderer
- Bids received after the closing date and time for submission
- Envelopes that do not comply with the method of submission on-line
- Envelopes without an indication of the identity of the Consultation Notice

Any bid not in keeping with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. In particular, the absence of the bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry of Finance or failure to meet the requirements relating to tender documents in the field of public procurement, shall lead to the outright and irrevocable rejection of the bid. A bid bond that is not stamped, is not accompanied by the CDEC receipt, or is unrelated to the relevant solicitation shall be deemed to be missing Finally, A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible

15- Opening of Tenders

It will take place in two stages as follows

- The opening of administrative files and technical bids will take place on **18 April 2026** Starting at3:00 p.m. Local time, by the CONSUPE internal procurement committee

- Following the review of the administrative documents and technical proposals, the financial proposals will be opened under the same conditions at a later date, which will be communicated to the bidders who meet the required legal qualifications and have received a technical score equal or higher than 70 points out of 100

Only bidders or their duly mandated representatives may attend the opening session.

Under pain of rejection, all requisite administrative documents required shall be produced in their original or true copies certified by the issuing authority or the competent administrative authority in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. The documents shall be dated at most three (03) months or must have been established after the date of publication of this Bid Invitation.

In the event of the absence or non-conformity of a document in the administration file during the opening of bids, after a period of 48 hours granted by the commission, the bid will be rejected

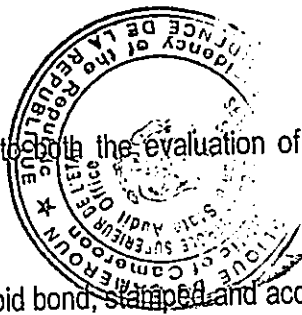
16- Evaluation Criteria

16.1 Eliminary Criteria

The following disqualification criteria apply to both the evaluation of the administrative application and the evaluation of the technical and financial proposals

This include:

1. Failure to provide a physical copy of the bid bond, stamped and accompanied by the CDEC receipt, at the time of bid opening, worth two-hundred thousand (200,000) FCFA
2. Failure to produce, within 48 hours after the opening of bids, a document from the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of the opening of bids (except for the bid bond)
3. False statements, fraudulent practices or forged documents)



4. The presence in the technical proposal of information relating to the financial proposal
5. Failure to meet the project manager's profile requirements (scoring less than 6/7 for the project manager)
6. Obtaining a technical score of less than 70 points out of 100
7. Non-compliance with the tender file format
8. Lack of financial capacity worth six million (6 000 000)
9. The absence of the backup copy in the event of failure of the COLEPS platform
10. The absence of a quantified unit price in the financial offer
11. Absence of any element of the financial offer (bid, BPU, DQE)
12. The lack of evidence of acceptance of the terms of the OIT
13. The absence of a dated and signed integrity charter
14. The absence of a dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clause

16.2 Essential Criteria

No	Criteria	Score (in points)
1	Financial solvency of the Bidder	5
2	Bidder's references	27
3	Understanding the terms of reference	5
4	Consistency of the mission execution schedule	20
5	Experience and qualifications of key personnel assigned to the mission	35
6	Materials and equipment	5
7	General presentation of the bid	3

Only technical offers of bidders who comply with all the (14) eliminatory criteria and at least 70% of qualification criteria shall be declared technically "compliant" and selected for the financial evaluation.

17- Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder whose offer has been declared compliant and who shows proof of the required technical and financial capacities to execute the contract satisfactorily, including the proposed reductions, as the case may be.

The consultant shall be selected based on the quality-cost ratio, in accordance with the procedures described in this TF.

The final score N will be calculated as a weighted average of the technical and financial scores using the following formula:

$$N = \frac{80 \times \text{technical score (TS)} + 20 \times \text{financial score (FS)}}{100}$$

The financial score (Fs) is calculated as follows:

Let F_m be the amount of the lowest bid; its financial score will be set at 100 points. The scores of the other bidders, calculated based on the financial score of the lowest bid, will be obtained using the formula $F_s = (100 \times F_m) / F$.

F_m = the amount of the lowest bid

F = the amount of the bid in question

The bidder with the highest final score will be awarded the contract by the contracting authority

18- Duration of Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender-submission deadline.

19- Further Information

Further information can be obtained at working hours at the Supreme State Audit Office/Department of General Affairs/Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance/Procurement Service, Tenders' Office, Door 116 Block C, Telephone: 222 22 01 98.

20- fight Against Corruption and Mal Practices

For any attempt of corruption or other malpractice , please call the CONSUPE department against corruption at the following telephone number: 222 23 41 88, MINMAP toll free number : (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or the CONAC number : +237:222,203,730658,262,682

Yaounde, on 11.7...JULI.....2026

THE MINISTER DELEGATE AT THE PRESIDENCY OF THE
REPUBLIC IN CHARGE OF THE SUPREME STATE AUDIT OFFICE
- THE PROJECT OWNER -



Madame MBAH ACHA
Rose FOMUNDAM

Copies to:

- MINMAP (ATI)
- A.R.M.P. (For publication and archiving);
- The Tenders' Board Chair/CONSUPE (For information);
- C.P.M President /CONSUPE (ATI)
- D.A.G. / S.D.B.M.M. / S.M.P (for archive).
- Chrono / Archives